

POUR COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

Maître Martine Schaeffer, Notaire  
Luxembourg, le 17/06/11



**Blue Re m.a.**

Association d'assurances mutuelles

Siège social: 15, Syrdallstroos

L-6850 Manternach

**CONSTITUTION DE L'ASSOCIATION D'ASSURANCES MUTUELLES  
AYANT LIMITE SON OBJET A L'ACTIVITE DE REASSURANCE  
du 17 juin 2011 / Me SCHAEFFER N° - 2011**

Le dix sept juin de l'année deux mille onze.

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

**1/ AREVA**, ayant son siège social à 33, rue La Fayette, F-75442 Paris Cedex 09 (France), immatriculée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Paris sous le numéro 399227354

ici représentée par Mr. Philippe Obert, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 14 juin 2011 ;

**2/ British Energy Limited**, ayant son siège social à GSO Business Park, East Kilbride G74 5PG, Grande-Bretagne, immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Alastair Russell, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 8 juin 2011 ;

**3/ Bruce Power Inc.**, ayant son siège social à PO Box 3000 B0601, Tiverton, Ontario NOG 2 TO, Canada, immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Kevin Kelly, en vertu d'une procuration donnée à Tiverton, Ontario Canada le 3 juin 2011 ;

**4/ CEZ a.s.**, ayant son siège social à Duhová 2/1444, 140 53 Praha 4, République Tchèque, immatriculée auprès de

sous le numéro

ici représentée par Vacláv Hronek, en vertu d'une procuration donnée à Prague le 8 juin 2011 ;

**5/ EDF S.A.**, ayant son siège social à Immeuble Carré Vert, 45-49 rue Kléber, 92300 Levallois-Perret (France), immatriculée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Paris sous le numéro 552081317 ici représentée par Mr. Jean-Louis Thébault, en vertu d'une procuration donnée à Levallois-Perret le 10 juin 2011 ;

**6/ Electrabel S.A.**, ayant son siège social à Boulevard du Régent 8, 1000 Bruxelles (Belgique), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Denis Waerseggers, en vertu d'une procuration donnée à Bruxelles le

**7/ Endesa S.A.**, ayant son siège social à Ribera del Loira, 60, 28042 Madrid (Espagne), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Juan Rincon Arevalo, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 10 juin 2011 ;

**8/ E.ON Sverige AB**, ayant son siège social à Carl Gustav väg 1, 205 09 Malmö (Suède), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Bengt Svensson, en vertu d'une procuration donnée à Malmö le 16 mai 2011 ;

**9/ EPZ NV**, ayant son siège social à Centrale Borssele PB 130, NL-4380 AC Vlissingen (Pays-Bas), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Bram-Paul Jobse, en vertu d'une procuration donnée à Borssele le 6 juin 2011 ;

**10/ Forsmarks Kraftgrupp AB**, ayant son siège social à S-74203 Östhammar (Suède), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Björn Gullefors, ou à défaut dans l'ordre suivant Mr. Niklas Björkqvist ou Mr. Anders Ingman, en vertu d'une procuration donnée à Forsmark le 10 juin 2011 ;

**11/ Fortum Power and Heat OY**, ayant son siège social à PO Box 100, FIN 00048 Fortum (Finlande), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Mikko Huopalainen, en vertu d'une procuration donnée à Espoo le 27 mai 2011 ;

**12/ Kernkraftwerk Gösgen Däniken AG**, ayant son siège social à Postfach, CH-4658 Däniken (Suisse), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Daniel van Welkenhuyzen, en vertu d'une procuration donnée à Däniken le 15 juin 2011 ;

**13/ OKG Aktiebolag**, ayant son siège social à Oskarshamn, S-57283 (Suède), immatriculée auprès de  
sous le numéro

ici représentée par Mr. Rickard Danielsson, en vertu d'une procuration donnée à Oskarshamn le 11 mai 2011 ;

**14/ Ontario Power Generation Inc.**, ayant son siège social à 700 University Avenue H18, Toronto, Ontario M5G 1X6 (Canada), immatriculée auprès de  
numéro sous le

ici représentée par Mr. John Floras, en vertu d'une procuration donnée à Toronto, Ontario le 10 juin 2011 ;

**15/ Ringhals AB**, ayant son siège social à S-43022 Väröbacka (Suède), immatriculée auprès de  
numéro sous le

ici représentée par Mr. Olof Fröberg ou à défaut dans l'ordre suivant Mr. Daniel van Welkenhuyzen ou Mme Ann Geivaerts, en vertu d'une procuration donnée à Väröbacka le 10 juin 2011 ;

**16/ SCK\* – CEN**, ayant son siège social à Boeretang 200, B-2400 Mol (Belgique), immatriculée auprès de  
le numéro sous le

ici représentée par Mr. Christian Legrain, en vertu d'une procuration donnée à Mol le 31 mai 2011 ;

**17/ Svensk Kärnbränslehantering AB**, ayant son siège social à Blekholmstorget 30, Box 250, S-10124 Stockholm (Suède), immatriculée auprès de \_\_\_\_\_ sous le numéro \_\_\_\_\_

ici représentée par Mr. Anders Ingman ou à défaut dans l'ordre suivant Mr. Niklas Björkqvist ou Mr. Daniel van Welkenhuyzen ou Mme Ann Geivaerts, en vertu d'une procuration donnée à Stockholm le 8 juin 2011 ;

**18/ Slovenské elektrarne a.s.**, ayant son siège social à Mlynske nivy 47, 821 09 Bratislava (République Slovaque), immatriculée auprès de \_\_\_\_\_ sous le numéro \_\_\_\_\_

ici représentée par Mme Erika Sabova, en vertu d'une procuration donnée à Bratislava le 7 juin 2011 ;

**19/ SVAFO AB**, ayant son siège social à S-61183 Nyköping (Suède), immatriculée auprès de \_\_\_\_\_ sous le numéro \_\_\_\_\_

ici représentée par Mr. Niklas Björkqvist, ou à défaut dans l'ordre suivant Mr. Daniel van Welkenhuyzen ou Mme Ann Geivaerts, en vertu d'une procuration donnée à Nyköping le 8 juin 2011 ;

**20/ TVO**, ayant son siège social à Töölönkatu 4, FIN 0100 (Finlande), immatriculée auprès de \_\_\_\_\_ sous le numéro \_\_\_\_\_

ici représentée par Mr. Risto Siilos, en vertu d'une procuration donnée à Helsinki le 24 mai 2011 ;

Lesdites procurations, après avoir été signées « *ne varietur* » par les personnes comparantes représentant les fondateurs et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès des autorités de l'enregistrement.

Les parties ayant comparu ont demandé au notaire soussigné d'établir l'acte de constitution d'une Association d'assurances mutuelles à responsabilité limitée au Luxembourg et formée entre eux par le présent acte, dont ils ont agréés les Statuts de l'Association comme suit :

Les présentes conditions forment les Statuts de l'association d'assurances mutuelles ayant limité son objet à l'activité de réassurance portant la dénomination de « Blue Re » (« l'Association »).

Cette Association jouit de la personnalité juridique par application de l'article 94 de la loi luxembourgeoise modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

Les présents Statuts ne portent aucun préjudice aux lois et règlements en vigueur relatifs au contrôle des entreprises de réassurance.

Tout article des présents Statuts contraire aux lois et règlements en vigueur relatifs au contrôle des entreprises de réassurance est considéré comme étant non écrit.

Les obligations des membres de l'Association sont régies par la loi luxembourgeoise et par les Statuts de l'Association.

## **Partie 1. Dénomination – Siège social – Objet et Durée de l'Association**

### **Art. 1<sup>er</sup>.**

Il est établi entre les souscripteurs et ceux qui deviendront membres à l'avenir une Association d'assurances mutuelles ayant limité son objet à l'activité de réassurance, portant la dénomination de **BlueRe m.a.**

La version officielle des présents Statuts est la version française. En cas de litige concernant l'interprétation des présents Statuts, le texte français prévaut.

### **Art. 2.**

#### **§1**

Le siège social est établi au Grand-duché de Luxembourg à Manternach.

Le Conseil d'Administration pourra établir des succursales et bureaux aussi bien au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Il pourra ensuite les transférer ou les dissoudre comme il l'entendra.

#### **§2**

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée avec ce siège, se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales ; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de l'Association, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration du transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des

organes exécutifs de l'Association ayant qualité à l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

### **Art. 3.**

#### **§1**

L'objet de l'Association est la réassurance, à l'exclusion de toutes les opérations d'assurances directes, dans le Grand-duché de Luxembourg de même que dans les autres pays dans lesquels l'Association a des membres et/ou ces membres ont leurs activités, :

- d'ELINI dans le strict cadre de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, telle que spécifié par les législations nationales des pays parties à la Convention de Paris signée le 29 juillet 1960 ou à la Convention de Vienne signée le 21 mai 1963 (telles qu'amendées depuis cette date) ou des pays non signataires de la Convention de Paris ou de la Convention de Vienne mais qui appliquent les mêmes principes dans leurs législations nationales ;
- de toute compagnie de (ré)assurance, y inclus les captives, les mutuelles et les pools (inter) nationaux nucléaires, désireuse de souscrire de la réassurance avec l'association aussi longtemps que les risques assurés sous-jacents concernent le domaine de l'énergie nucléaire.

#### **§2**

Pour atteindre cet objectif, l'Association peut concourir à la promotion et à la réalisation de toute étude ou activité en rapport direct avec l'objet mentionné à l'Article 3 § 1.

#### **§3**

L'Association peut pratiquer la réassurance dans le cadre des objectifs fixés dans les présents Statuts.

#### **§4**

L'Association n'a pas de but lucratif et s'interdit de réaliser des bénéfices.

### **Art.4**

#### **§1**

L'Association est constituée pour une durée illimitée.

#### **§2**

Le montant initialement versé au fonds social souscrit s'élève à minimum 6.400.000 €.

La constitution de la marge de solvabilité est effectuée conformément aux lois et règlements en vigueur à Luxembourg.

§3

L'Association cessera d'émettre des contrats de réassurance à partir de la date qui sera fixée par l'Assemblée Générale Annuelle.

§4

L'Association continuera d'exister jusqu'à la clôture de ses opérations de liquidation, telles que prévues aux Articles 31 et 32 des présents Statuts.

**Art. 5.**

L'exercice comptable de l'Association commence le premier jour du mois de janvier pour se terminer annuellement le dernier jour du mois de décembre, à l'exception du premier exercice lequel commencera le jour de sa constitution pour se terminer le 31 décembre 2012.

**Partie 2. Etendue de la garantie**

**Art. 6.**

La définition de la couverture de réassurance accordée par l'Association est énoncée dans les conditions particulières et générales de chacun des contrats de réassurance émis par l'Association.

**Partie 3. Membres – Affiliation – Admission – Démission**

**Art. 7. Affiliation – Admission**

§1

L'Association est composée des membres signataires à l'origine des présents statuts ainsi que de tout nouveau membre admis ultérieurement.

L'association sera composée d'un nombre illimité de membres, ce nombre ne pouvant être inférieur à quatre.

§2

Seules les personnes morales ou autres entités du secteur privé ou public, qui exploitent / contrôlent / sont propriétaires / (ré)assurent des installations d'énergie nucléaire ou leur représentants peuvent être des membres de l'Association.

§3

Il y a deux différents types de membres : les « membres votants » et les « membres non votants ».

#### §4

Sont membres votants de l'Association :

- les signataires initiaux des présents statuts
- les exploitants / contrôleurs / propriétaires d'installations d'énergie nucléaire membres d'ELINI, et souhaitant devenir membre de l'Association.

#### §5

Peut adhérer en qualité de membre non votant:

- toute compagnie d'assurance ou de réassurance, y inclus les captives, les mutuelles et les pools (inter) nationaux nucléaires, ayant la volonté de contracter de la réassurance auprès de l'Association aussi longtemps que :
  - les risques sous-jacents concernent des risques d'énergie nucléaire
  - l'Association. accepte de réassurer les risques sous-jacents.

L'adhésion en tant que membre non votant commence automatiquement le jour de la prise d'effet du contrat de réassurance et se termine automatiquement le jour de la date d'expiration du contrat de réassurance sous-jacent.

Une adhésion en tant que membre non votant n'inclut pas les privilèges du droit de vote lors des assemblées générales.

A l'exception pour la cédante ELINI, la contribution financière des membres non votants de l'association sera limitée à la prime / cotisation de réassurance annuelle découlant du contrat de réassurance.

Les membres non votants ne sont en titre de réclamer aucun droit sur les actifs de l'Association outre le règlement des sinistres lorsqu'ils sont dus conformément au contrat de réassurance.

#### §6

Dans les présents statuts, seuls les Articles 7 § 3 et 7 § 5 se réfèrent aux membres non votants de l'association.

A cette exception près, toute autre référence faite dans les présents Statuts au(x) membre(s) de l'Association concerne les membres votants de l'Association.

## §7

L'affiliation d'un nouveau membre est subordonnée aux conditions suivantes, lesquelles doivent toutes être remplies.

- a) Seule les personnes morales ou autres entités du secteur privé ou public qui exploitent / contrôlent / sont propriétaires / (ré)assurent des installations d'énergie nucléaire ou leurs représentants et ayant un intérêt assurable avec ELINI peuvent être admis comme membre de l'Association.
- b) Avoir été dûment agréé par le Conseil d'Administration suivant les termes établis par l'Assemblée Générale.
- c) Avoir formellement adhéré sans aucune réserve aux présents Statuts.

## §8

L'affiliation est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration et prendra effet à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale l'ayant validée.

## §9

Un membre conservera sa qualité de membre aussi longtemps que :

- ce membre n'applique pas la procédure d'obtention du statut de membre sortant conformément à l'Article 8 des présents Statuts ;
- ce membre ne démissionne pas de l'Association conformément à l'Article 9 des présents Statuts.

## **Art. 8. Membres sortants – Perte d'intérêt assurable d'un membre**

### §1

Lorsqu'un membre cesse définitivement d'avoir un intérêt assurable dans ELINI, ce membre prend la qualité de « membre sortant » d'ELINI.

### §2

Lorsqu'un membre, a obtenu le statut de « membre sortant » d'ELINI, le membre ainsi dénommé en ELINI, peut se retirer de l'Association en le notifiant à l'association par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé, adressée au Conseil d'Administration, au moins un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle. Ce membre devient alors également un « membre sortant » de l'association.

Le départ sera constaté par l'Assemblée Générale Annuelle suivante et prendra effet à l'expiration de l'année civile durant laquelle cette Assemblée Générale Annuelle s'est tenue.

§3

L'Article 30 des présents Statuts ne s'applique pas aux membres sortants.

§4

Le départ d'un « membre sortant » n'entraîne pas la dissolution de l'Association, qui poursuivra ses activités avec les membres restants.

§5

Le « membre sortant », renonce à ses droits dans le patrimoine libre de tout engagement prévisible et provisions techniques pour les sinistres et risques en cours de l'Association tel que mentionné aux Articles 26 et 27 des Statuts, à l'exception des obligations découlant des Articles 29 § 6 et 32 des présents Statuts.

**Art. 9. Démission d'un membre**

§1

Tout membre se retirant d'ELINI peut se retirer de l'Association en adressant une lettre recommandée, un exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé au Conseil d'Administration au moins un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle.

Cette démission sera constatée par l'Assemblée Générale Annuelle suivante, et prendra effet à l'expiration de l'année civile durant laquelle cette Assemblée Générale Annuelle s'est tenue.

Le membre démissionnaire reste cependant tenu au paiement des contributions dont il serait redevable au jour de sa démission, ainsi qu'aux obligations découlant de l'Article 24 des présents Statuts.

§2

Le membre démissionnaire d'ELINI renonce à ses droits dans le patrimoine libre de tout engagement prévisible et dans les provisions techniques pour les sinistres et risques en cours de l'Association tel que mentionné aux Articles 26 et 27, à l'exception des obligations découlant des Articles 29 § 6 et 32 des présents Statuts.

### §3

La démission d'un membre n'entraîne pas la dissolution de l'Association, qui poursuivra ses activités avec les membres restants.

## **Partie 4. Assemblée Générale**

### **Art. 10.**

#### §1

L'Assemblée Générale Annuelle est composée de tous les membres votants de l'Association.

Elle se réunit annuellement le dernier jeudi du mois d'avril au siège social au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre lieu fixé par le Conseil d'Administration et mentionné dans la convocation de la réunion.

La première Assemblée Générale Annuelle devra se tenir dans les 24 mois après la constitution et au plus tard le jeudi 25 avril 2013.

Le Conseil d'Administration doit convoquer l'Assemblée Générale à la demande écrite d'un cinquième au moins des membres ou du Réviseur d'entreprises, en précisant l'ordre du jour de la réunion, signée par les demandeurs et déposée au siège social. L'Assemblée Générale devra être convoquée dans un délai d'un mois après que la demande aura été déposée.

Le Conseil d'Administration et/ou le Comité de Direction peut également convoquer l'Assemblée Générale à toute époque de l'année et chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

#### §2

Les membres seront représentés directement aux Assemblées Générales par une personne dûment mandatée à cet effet.

Ils peuvent autoriser un représentant d'un autre membre à les représenter aux Assemblées Générales sous réserve de la communication de cette autorisation avant l'Assemblée Générale.

### **Art. 11.**

Les convocations à toutes les Assemblées Générales sont faites par télécopie et par lettre recommandée, adressée à tous les membres de l'Association, quinze jours au moins avant la réunion. Elles indiquent le lieu, la date et l'heure, ainsi que l'ordre du jour de la réunion.

**Art. 12.**

§1

Toute Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration, ou en son absence, par un Vice Président ou, en leur absence, par un autre Administrateur, lequel n'est pas membre du Comité de Direction, choisi par ses co-Administrateurs.

§2

Le Président de la séance désigne le Secrétaire et choisit deux scrutateurs parmi les membres de l'Assemblée.

**Art. 13.**

§1

L'Assemblée Générale détient les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et par les présents Statuts, sans préjudice des lois et règlements en vigueur relatifs au contrôle des entreprises de réassurance.

§2

Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par les présents Statuts, l'Assemblée Générale a le droit de modifier les Statuts et de dissoudre l'Association à n'importe quel moment.

Dans le cas de dissolution de l'Association, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, lesquels sont des personnes physiques ou entités juridiques nommées par l'Assemblée Générale, laquelle déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

§3

L'Assemblée Générale Annuelle statue également sur l'approbation des comptes de l'année précédente et de l'affectation du résultat de l'exercice.

**Art. 14.**

§1

L'Assemblée Générale est régulièrement constituée lorsque quatre membres ou la moitié des voix – le quorum le plus élevé l'emportant – sont présents ou directement représentés par une personne dûment mandatée à cet effet.

§2

Chaque Membre ayant participé à la constitution du fonds social initial effectif ou au fonds de garantie dispose du droit de vote ayant une voix. Chaque membre utilisant la capacité de réassurance de l'association par le biais d'ELINI

dispose d'une deuxième voix augmentée d'une voix additionnelle (arrondie vers le haut à partir de 0,75) par tranche de prime brute payée de € 500.000 pour l'année d'assurance écoulée la plus récente ; toutefois, aucun Membre ne pourra avoir un nombre de voix représentant plus de 20 % du total des voix attribuées.

Seules les questions portées à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote.

### §3

L'Assemblée Générale statue normalement à la majorité simple des voix. Toutefois, outre les cas visés à l'Article 27 § 5 des présents Statuts, l'admission d'un nouveau membre, l'exclusion d'un membre, la liquidation de l'Association, la modification des Statuts de l'Association, la cessation d'émission de contrats de réassurance ou la décision de dissoudre l'Association, ne peuvent être décidées qu'avec l'approbation de trois quarts des voix présents ou représentés.

### Art. 15.

Les procès-verbaux des Assemblées Générales sont signés par les personnes officielles mentionnées à l'Article 12 § 1 et 2 des présents Statuts et par tous les membres qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par un membre du Comité de Direction.

## Partie 5. Contrôle des comptes

### Art. 16.

#### §1

Le contrôle des comptes sera exercé par un Réviseur d'entreprises agréé par le Commissariat aux Assurances (C.A.A.), lequel doit être membre de l'Institut des Réviseurs d'entreprises créé par la loi du 28 juin 1984, conformément à l'Article 100 de la loi luxembourgeoise sur le secteur des assurances.

Ce Réviseur d'entreprises est nommé par l'Assemblée Générale Annuelle pour un terme ~~de trois années au moins, et de six ans au plus.~~ Il est rééligible et peut être révoqué à tout moment.

#### §2

Les livres comptables et autres documents de l'Association seront tenus conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise.

#### §3

*de l'assemblée*  
↓

Les comptes sont approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle.

## **Partie 6. Conseil d'Administration**

### **Art. 17.**

#### **§1**

L'Assemblée Générale Annuelle nomme le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est composé d'au moins cinq Administrateurs.

#### **§2**

Les Administrateurs sont nommés pour une période de trois ans par l'Assemblée Générale Annuelle, laquelle peut les révoquer à tout moment.

#### **§3**

A l'expiration de leur mandat de trois ans, les Administrateurs sont rééligibles.

#### **§4**

En cas de vacance de l'un ou de plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants ont le droit de pourvoir provisoirement à leur remplacement jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle.

#### **§5**

Les Administrateurs qui ne sont pas membres du Comité de Direction ne prennent aucun engagement dans la gestion de l'Association.

### **Art. 18.**

#### **§1**

Le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'Association et la soumet à l'accord préalable de l'Assemblée Générale.

#### **§2**

Le Conseil d'Administration exerce également son contrôle sur l'administration et le fonctionnement de l'Association par le Comité de Direction.

Le Conseil d'Administration dispose à cet égard d'un large droit d'investigation.

#### **§3**

Le Conseil d'Administration nomme les membres du Comité de Direction et établit les règles de son fonctionnement en accord avec le C.A.A.

#### **§4**

Le Conseil d'Administration nomme et révoque, après avoir consulté le C.A.A., les membres du Comité de Direction et décide de leur rémunération.

§5

Le Conseil d'Administration, après avoir consulté le C.A.A., confère au Comité de Direction la compétence de toutes décisions dans le cadre de l'administration et de l'objet de l'Association, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux présents Statuts, et de représenter l'Association dans la gestion envers les membres du personnel, les membres de l'Association et toute tierce personne.

§6

Le Conseil d'Administration élit le Président du Comité de Direction.

**Art. 19.**

§1

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, qui ne sont pas membres du Comité de Direction, un Président et deux Vice-Présidents pour une période de trois ans. Ils sont rééligibles.

§2

Le C.A.A. est consulté avant la nomination ou la révocation du Président du Conseil d'Administration. Le Président du Conseil d'Administration ne peut être nommé ou révoqué qu'avec l'approbation du C.A.A.

§3

Le Président du Conseil d'Administration supervise la répartition des pouvoirs/compétences entre le Conseil d'Administration et le Comité de Direction.

**Art. 20.**

§1

Le Conseil d'Administration se réunit au siège social ou tout autre lieu fixé par le Conseil d'Administration et mentionné sur la convocation de la réunion, sous la présidence du Président aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige et chaque fois que deux Administrateurs ou plus en font la demande écrite. En l'absence du Président, le Conseil d'Administration se réunit sous la présidence d'un Vice-Président, ou en son absence, d'un autre administrateur choisi par ses co-Administrateurs, lequel n'est pas un membre du Comité de Direction.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an au siège social au Grand-Duché de Luxembourg.

## §2

Les convocations au Conseil d'Administration contiennent le lieu et la date de la réunion ainsi que l'ordre du jour et sont adressées par lettre ordinaire envoyée par la poste et par télécopie au moins dix jours avant la date de la réunion sauf en cas d'accord ponctuel écrit de la totalité des Administrateurs pour procéder différemment ou en cas d'urgence avérée, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence doivent être mentionnés dans la convocation et le délai de dix jours peut ne pas être respecté.

Une convocation spécifique aux Conseils d'Administration n'est pas nécessaire, lorsque ces Conseils d'Administration se tiennent à une date et lieu déjà déterminés par une résolution précédente du Conseil d'Administration.

## §3

Le Conseil d'Administration ne peut prendre de décision que si tous les Administrateurs ont été convoqués et que la majorité d'entre eux est présente ou représentée.

Les Administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration par télé ou vidéo conférence ou des systèmes de télécommunication permettant leur identification sont considérés comme étant présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toute réunion utilisant ces systèmes de communication est considérée comme étant tenue au siège social.

## §4

Tout Administrateur peut donner par lettre ou télécopie, à un autre Administrateur, pouvoir de le représenter à une séance déterminée du Conseil d'Administration et d'y voter en son nom.

## §5

Tout Administrateur ayant un intérêt dans une transaction soumise pour approbation au Conseil d'Administration et qui serait conflictuelle avec l'intérêt de l'Association doit en informer le Conseil d'Administration afin de le notifier dans le procès-verbal de la réunion. Il peut ne pas prendre part aux délibérations portant sur ce point de l'ordre du jour.

## §6

Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité des voix à l'exception des cas mentionnés à l'Article 27 § 5 des présents Statuts, et de la modification des Statuts, la cessation d'émission de contrats de réassurance ou la décision de dissoudre l'Association, qui ne peuvent être décidées qu'avec l'approbation de trois quarts des Administrateurs présents

ou représentés. Tous les membres du Conseil d'Administration ont droit à une voix. En cas de parité, la voix du Président de séance est prépondérante.

**§7**

Le Conseil d'Administration peut faire appel à toute personne dont il juge la présence utile. Cette personne n'a pas de voix délibérative.

**§8**

Un procès-verbal est dressé de chaque réunion. Après approbation, le procès-verbal est signé par le Président du Conseil d'Administration.

**§9**

Les copies et extraits de procès-verbaux sont signés par le Président ou un membre du Comité de Direction.

## **Partie 7. Comité de direction**

### **Art. 21.**

**§1**

L'administration de l'Association est confiée, sans aucune intervention que ce soit, à un Comité de Direction, dans le respect de la politique générale de l'Association, telle que définie par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Direction est composé d'au moins trois membres.

**§2**

Le Comité de Direction a plein pouvoir en matière d'administration quotidienne de l'Association, et de représentation de l'Association vis-à-vis des tiers et de la justice.

**§3**

Le Comité de Direction peut notamment procéder à la classification des risques, à la modification de cette classification, accepter ou refuser en tout ou en partie les risques proposés ; déterminer les formes et les conditions générales et particulières des contrats de réassurance, conclure tous traités de réassurance, fixer les dépenses générales d'administration, recevoir tous revenus et capitaux, régler l'emploi des fonds, effectuer tous paiements avec ou sans subrogation, accepter toutes garanties réelles ou personnelles et y renoncer, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires ainsi que de tous commandements, transcriptions, oppositions ou autres empêchements avec ou sans preuves de paiements, requérir à la conversion des titres nominatifs de la dette publique en titres au porteur, arrêter la liste des biens et valeurs pour le placement des fonds de garantie, ouvrir et fermer des comptes bancaires, nommer et révoquer tous membres du personnel de l'Association, fixer leurs traitements et leurs attributions et, le

cas échéant, arrêter tous règlements d'ordre intérieur, traiter, composer, acquiescer, se désister, compromettre et transiger sur tous intérêts de l'Association.

#### §4

Le Comité de Direction est un conseil agissant solidairement et ses membres sont solidairement responsables. Il peut déléguer les différentes tâches à ses membres, mais ceci ne peut en aucune manière être au détriment du fait qu'ils sont solidairement responsables.

#### §5

L'Association est représentée dans toutes ses activités par le Comité de Direction agissant solidairement ou par toute(s) personne(s) déléguée(s) pour ce faire par décision du Comité de Direction.

#### §6

Le Comité de Direction peut conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes de son choix et être aidé par tout membre du personnel de l'Association.

#### §7

Tout membre du Comité de Direction ayant un intérêt dans une transaction soumise pour approbation au Comité de Direction et qui serait conflictuelle avec l'intérêt de l'association, doit en informer le Comité de Direction afin de le notifier dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part dans ces délibérations.

### **Art. 22.**

#### §1

Le Comité de Direction se réunit sous la présidence du Président aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige. En l'absence du Président du Comité de Direction, le Comité de Direction se réunit sous la présidence d'un membre choisi par ses co-membres.

#### §2

Toutes les décisions du Comité de Direction sont prises à la majorité des voix. Tous les membres du Comité de Direction ont droit à une voix. En cas de parité, la voix du Président du Comité de Direction est prépondérante.

#### §3

Le Comité de Direction peut faire appel à toute personne dont il juge la présence utile. Cette personne n'a pas de voix délibérative.

## **Partie 8. Engagement des membres**

### **Art. 23.**

Les engagements des membres sont régis par les dispositions légales luxembourgeoises et par les présents Statuts.

Chaque membre reçoit les présents statuts. Ils forment partie intégrante de leur contrat d'adhésion à l'association.

## **Partie 9. Cotisations et frais**

### **Art. 24.**

#### **§1**

Les membres utilisant la capacité de réassurance de l'association, reconnaissent qu'ELINI et / ou toute compagnie de (ré) assurance, y inclus les captives, les mutuelles et les pools (inter)nationaux nucléaires, verse à l'association, pour faire face aux sinistres et aux frais de gestion et d'administration de l'Association, le montant de la contribution déterminé dans les contrats / traités d'réassurance.

#### **§2**

Les membres, élus suivant les termes de l'Article 7 § 7 des présents Statuts, n'utilisant pas la capacité de réassurance de l'association supporteront une part appropriée des frais de l'administration de l'association. Le montant sera fixé par le Conseil d'Administration.

#### **§3**

Les membres de l'Association ou les anciens membres sont obligés de verser leurs contributions au moment ou elles sont dues et réclamées par l'association.

## **Partie 10. Paiement des cotisations supplémentaires**

### **Art. 25.**

#### **§1**

En cas de déficit ou d'insuffisance des fonds de garantie et des marges de solvabilité au regard des niveaux requis par les lois et les règlements en vigueur, le Conseil d'Administration peut exiger de la cédante d'ELINI une cotisation supplémentaire.

Cette cotisation supplémentaire sera ajustée lorsque le montant du déficit sera arrêté définitivement.

**§2**

Le Conseil d'Administration fixe la date du déficit ou de l'insuffisance des fonds de garantie et des marges de solvabilité.

**§3**

Cette cotisation supplémentaire sera calculée en fonction de la contribution correspondant à une période de douze mois de réassurance qui expire durant l'exercice financier déficitaire, ou qui aurait pris fin lors dudit exercice financier, si la police avait été en vigueur pour douze mois.

Cette cotisation supplémentaire ne pourra être supérieure à 20. fois la cotisation définie dans l'Article 24 §1 des présents Statuts.

**§4**

La sortie, l'exclusion, la suspension ou la démission d'un Membre durant l'exercice au cours duquel survient le déficit ou l'insuffisance, ne l'exempte pas des obligations prévues aux Articles 24 et 25 des présents Statuts.

**§5**

Si l'Association réassure une nouvelle installation nucléaire non assurée précédemment auprès de l'Association, la cotisation supplémentaire due en application des paragraphes 1 et 2 du présent article, sera calculée seulement sur la durée de la couverture durant l'exercice au cours duquel survient le déficit ou l'insuffisance.

**Partie 11. Fonds de garantie et marge de solvabilité – Affectation des résultats**

**Art. 26.**

La distribution du patrimoine libre de tout engagement prévisible ne peut être réalisée que si celle-ci n'a pas pour effet de faire descendre le patrimoine libre de tout engagement prévisible en dessous du niveau requis ou, après la dissolution de l'Association, que si toutes les autres dettes de l'Association ont été payées.

Le C.A.A. est averti au moins un mois à l'avance de tout paiement effectué à d'autres fins que la réalisation individuelle de l'affiliation, et peut – pendant ce délai – interdire le paiement.

**Art. 27.**

**§1**

L'Association constitue la marge de solvabilité requise par les lois et règlements en vigueur et dans le respect de son statut d'Association d'assurances mutuelle n'exerçant pas d'activités à but lucratif.

## §2

L'Association peut, dans le respect des présents statuts et pour garantir ses engagements envers les Membres sinistrés, constituer des marges de solvabilité complémentaires.

## §3

La constitution des marges de solvabilité complémentaires pour les porter au-delà des niveaux requis par les lois et règlements en vigueur, a lieu par l'affectation, décidée par l'Assemblée Générale, de tout ou partie des soldes créditeurs des comptes annuels de pertes et profits.

## §4

Sans préjudice de l'article 25 des présents statuts, la constitution ou la reconstitution des marges de solvabilité et du fonds de garantie, afin de maintenir ceux-ci aux niveaux requis par les lois et règlements en vigueur, ont lieu par l'affectation prioritaire des soldes créditeurs des comptes annuels de pertes et profits.

En cas de déficit ou d'insuffisance du fonds de garantie ou des marges de solvabilité, l'article 25 des présents statuts est d'application.

## §5

La part de chaque membre et ancien membre de l'Association dans le patrimoine libre de tout engagement prévisible à la fin de chaque exercice, sera déterminée et évaluée/estimée par une méthode proposée par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Annuelle et approuvée par celle-ci à la majorité de trois-quarts des voix présents ou représentés.

Cette décision sert de base pour d'éventuelles attributions en cas de départ d'un membre en respectant le principe tel que défini à l'Article 26 ou par la répartition du produit de la liquidation, en vertu de l'Article 31 des présents Statuts.

## **Art. 28.**

L'Association constituera une Réserve pour Egalisation, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

## **Partie 12. Exercice social – Comptes – Ristournes**

## **Art. 29.**

### §1

Le 31 décembre de chaque année, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'Administration dresse le compte de pertes et profits, le bilan et les notes aux comptes annuels.

Exceptionnellement, pour la première année d'activité, les comptes commenceront à la date de la constitution et seront clôturés le 31 décembre 2012.

## §2

Un mois au moins avant l'Assemblée Générale Annuelle, le Conseil d'Administration remet au Réviseur d'entreprises les comptes annuels, un rapport sur les opérations de l'année et les propositions relatives à l'affectation du profit ou de la perte de l'exercice, la détermination et évaluation / estimation de la part indivise de chaque membre ou ancien membre dans le patrimoine libre de tout engagement prévisible.

Le Réviseur d'entreprises fera un rapport contenant ses appréciations à l'Assemblée Générale Annuelle et ce, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

## §3

Les comptes annuels, ainsi que le rapport et les propositions du Conseil d'Administration et les rapports du Réviseur d'entreprises seront communiqués aux membres quinze jours au moins avant l'Assemblée Générale Annuelle.

## §4

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Annuelle affecte prioritairement et de préférence l'excédent de l'exercice à la constitution et à la reconstitution du patrimoine libre de tout engagement prévisible en vue du maintien de celui-ci aux niveaux requis par les lois et règlements en vigueur.

## §5

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Annuelle affecte tout excédent restant, sous forme de remboursement et/ou d'augmentation de la marge de solvabilité destinée à garantir les engagements de l'Association.

## §6

Tout ancien membre d'ELINI perd / renonce à ses droits au remboursement éventuel des cotisations qu'il a payées par le biais d'ELINI.

Néanmoins, si un ancien membre d'ELINI qui a définitivement cessé l'exploitation d'un site nucléaire, présente la preuve au Conseil d'Administration que sa responsabilité civile, visée à l'Article 3 § 1 des

présents Statuts et assurée par ELINI, a définitivement cessé d'exister, l'Assemblée Générale Annuelle allouera à l'ancien membre d'ELINI, sur proposition du Conseil d'Administration, sa part dans le patrimoine libre de tout engagement prévisible.

### **Partie 13. Départ d'un membre – Continuation des activités et liquidation de la part d'un membre qui cesse de faire partie de l'Association**

#### **Art. 30.**

##### **§1**

La démission, la faillite ou tout autre événement provoquant le départ d'un membre, ce membre prenant la qualité de « membre partant », n'entraîne toutefois pas la dissolution de l'Association qui poursuivra ses activités avec les membres restants.

##### **§2**

Cet Article 30 ne s'applique pas aux membres sortants. Lorsqu'un membre n'a plus d'intérêt assurable avec ELINI, l'Article 8 est d'application.

### **Partie 14. Liquidation**

#### **Art. 31.**

L'Assemblée Générale fixe la date de clôture des opérations conformément à l'Article 4 des présents Statuts, sans porter préjudice aux lois et règlements en vigueur relatifs au contrôle des entreprises de réassurance. Elle désigne les liquidateurs.

#### **Art. 32.**

Après paiement des frais généraux et tous règlements des sinistres, le produit de la liquidation est réparti entre les membres et anciens membres ou leurs ayants-droit, conformément à la méthode de détermination approuvée par l'Assemblée Générale Annuelle conformément aux Articles 26 et 27 des présents Statuts.

### **Partie 15. Compétence**

#### **Art. 33.**

Tout différend à naître entre l'Association et ses membres sera tranché devant les Tribunaux du Grand-duché de Luxembourg.

A la naissance d'un différend, les parties impliquées peuvent s'accorder à arbitrer ce différend par un ou plusieurs arbitres nommés conformément aux règles du Nouveau Code de Procédure Civile luxembourgeoise.

### **Souscription et Libération**

Les parties comparantes, ici représentées, telles que présentées ci-dessus, déclarent avoir souscrits au fonds social de la manière suivante :

	<b>Montant du fonds social souscrit (en EUR)</b>
1/ AREVA	320.000
2/ British Energy Limited	320.000
3/ Bruce Power Inc.	320.000
4/ CEZ a.s.	320.000
5/ EDF S.A.	320.000
6/ Electrabel S.A.	320.000
7/ Endesa S.A.	320.000
8/ E.ON Sverige AB	320.000
9/ EPZ NV	320.000
10/ Forsmarks Kraftgrupp AB	320.000
11/ Fortum Power and Heat OY	320.000
12/ Kernkraftwerk Gösgen Däniken AG	320.000
13/ OKG Aktiebolag	320.000
14/ Ontario Power Generation Inc.	320.000
15/ Ringhals AB	320.000
16/ SCK – CEN	320.000
17/ Svensk Kärnbränslehantering AB	320.000
18/ Slovenské elektrarne a.s.	320.000
19/ SVAFO AB	320.000
20/ TVO	320.000
<b>Total :</b>	<b>6.400.000</b>

Le fonds social a été entièrement souscrit par les souscripteurs, libéré et payé entièrement, de sorte que le montant de six million quatre cent mille euros (EUR 6.400.000) est à la libre disposition de l'Association, comme certifié au notaire instrumentant.

### **Déclaration**

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et certifie qu'elles ont été remplies.

### Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à l'association mutuelle de réassurance suite à cet acte sont estimées approximativement à EUR 5000.

### ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION D'ASSURANCES MUTUELLES

Immédiatement après la constitution de l'Association, les Membres, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du fonds social, se sont constitués sur le champ en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté qu'elle a été régulièrement constituée, l'assemblée a pris à l'unanimité les décisions suivantes :

1) Le siège social de la Société est fixé à L-6850 Manternach, 15, Syrdallstroos.

2) Le nombre des administrateurs est fixé à un minimum de 5.

3) Les personnes suivantes sont nommées administrateurs pour une période de 3 ans jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle des membres portant approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014:

- **Monsieur Mikko Samuli HUOPALAINEN**, responsable du contrôle des activités nucléaires et thermiques, né le 3 avril 1975 à Porvoo (Finlande), domicilié à Porvoo, Finlande,

- **Monsieur Sven Sigfrid ORDEUS**, directeur général de AB SVAFO, né le 23 août 1956 à Uppsala (Suède), domicilié à Hallstengatan 3, 753 34 Uppsala (Suède),

- **Monsieur Christiaan Willem JOOSSENS**, directeur financier de EPZ NV, né le 20 octobre 1963 à Goes (Pays-Bas), domicilié à Louis Armstrongstraat 50, 4337 XA Middelburg (Pays-Bas),

- **Monsieur Denis WAERSEGGERS**, directeur-adjoint assurance GDF Suez – BEEI gestionnaire d'assurance, né le 16 mars 1967 à Aalst (Belgique), domicilié à rue de Hubes 12, 6180 Courcelles (Belgique),

- **Monsieur Alain-Pierre, Marie-Joseph, Emile RAYNAUD**, directeur administratif et financier de AREVA, né le 7 janvier 1954 à Paris (France), domicilié à 19, rue de l'odéon, 75006 Paris (France),

- **Monsieur Stéphane Jean Daniel YVON**, analyste financier senior EDF, né le 22 AVRIL 1966 à Burgos (Espagne), domicilié à 8, allée des Lilas, 78300 Poissy (France),

- **Monsieur Miguel TEMBOURY**, directeur général adjoint des risques et relations avec les investisseurs de Endesa, né le 21 février 1961 à Madrid (Espagne), domicilié à C. Uruguay 16, Madrid (Espagne),

### Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à l'association mutuelle de réassurance suite à cet acte sont estimées approximativement à EUR 5000.

### ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION D'ASSURANCES MUTUELLES

Immédiatement après la constitution de l'Association, les Membres, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du fonds social, se sont constitués sur le champ en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté qu'elle a été régulièrement constituée, l'assemblée a pris à l'unanimité les décisions suivantes :

1) Le siège social de la Société est fixé à L-6850 Manternach, 15, Syrdallstroos.

2) Le nombre des administrateurs est fixé à un minimum de 5.

3) Les personnes suivantes sont nommées administrateurs pour une période de 3 ans jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle des membres portant approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014:

- **Monsieur Mikko Samuli HUOPALAINEN**, responsable du contrôle des activités nucléaires et thermiques, né le 3 avril 1975 à Porvoo (Finlande), domicilié à Porvoo, Finlande,

- **Monsieur Sven Sigfrid ORDEUS**, directeur général de AB SVAFO, né le 23 août 1956 à Uppsala (Suède), domicilié à Hallstengatan 3, 753 34 Uppsala (Suède),

- **Monsieur Christiaan Willem JOOSSENS**, directeur financier de EPZ NV, né le 20 octobre 1963 à Goes (Pays-Bas), domicilié à Louis Armstrongstraat 50, 4337 XA Middelburg (Pays-Bas),

- **Monsieur Denis WAERSEGGERS**, directeur-adjoint assurance GDF Suez – BEEI gestionnaire d'assurance, né le 16 mars 1967 à Aalst (Belgique), domicilié à rue de Hubes 12, 6180 Courcelles (Belgique),

- **Monsieur Alain-Pierre, Marie-Joseph, Emile RAYNAUD**, directeur administratif et financier de AREVA, né le 7 janvier 1954 à Paris (France), domicilié à 19, rue de l'odéon, 75006 Paris (France),

- **Monsieur Stéphane Jean Daniel YVON**, analyste financier senior EDF, né le 22 AVRIL 1966 à Burgos (Espagne), domicilié à 8, allée des Lilas, 78300 Poissy (France),

- **Monsieur Miguel TEMBOURY**, directeur général adjoint des risques et relations avec les investisseurs de Endesa, né le 21 février 1961 à Madrid (Espagne), domicilié à C. Uruguay 16, Madrid (Espagne),

- **Monsieur Michaël PLASCHY**, directeur général de Kernkraftwerk Gösgen-Däniken AG, né le 4 janvier 1975 à Inden (VS) (Suisse), domicilié à rue Saint-Germain 8D, CH-1030 Bussigny-près-Lausanne (Suisse),

- **Monsieur Jan KLAUS**, directeur des risques de CEZ Group, né le 2 septembre 1974 à Prague (République Tchèque), domicilié à Kubisova 2186/2, Prague 8 – Liben (République Tchèque),

- **Monsieur Kevin Thomas Raymond KELLY**, vice-président finance de Bruce Power Inc., né le 5 avril 1970 à Etobocoke (Canada), domicilié à 601 Creekwood Drive, Southampton, Ontario, Canada N0H 2LO (Canada),

- **Monsieur Daniel Armand Rita VANWELKENHUYZEN**, directeur général de ELINI, né le 7 décembre 1952 à Hasselt (Belgique), domicilié à, Floralienlaan 539, 2610 Wilrijk (Belgique),

- **Madame Ann GEIVAERTS**, directrice juridique de ELINI, née le 29 août 1970 à Mechelen (Belgique), domiciliée à Oxdonkstraat 113, 1880 Kapelle op den Bos, Belgique.

4) La société suivante est nommée réviseur d'entreprises pour une période de un an jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle des membres portant approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012:

- La société anonyme **DELOITTE S.A.** avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895.

5) La société suivante est nommée actuaire pour une période de un an jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle des membres portant approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012:

- La société à responsabilité limitée **PRICEWATERHOUSECOOPERS S.à r.l.**, avec siège social au 400 route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477.

6) L'assemblée générale ratifie le Contrat de Solidarité (« *Solidarity Agreement* ») signé par les Membres Fondateurs de l'Association et reconnaît que certains Membres Fondateurs ont le droit de démissionner en tant que membre de l'Association sous certaines conditions décrites ci-après.

L'assemblée donne son consentement à l'avance à cette démission et consent à ce que l'Association remboursera ledit membre démissionnant de sa contribution, réduite de la proportion des coûts attribuables audit membre démissionnant, selon les conditions énoncées dans le Contrat de Solidarité et déchargera ledit membre démissionnant de toute responsabilité et perte énoncées aux articles 9, 24 et 25 des statuts de l'Association.

Une copie du Contrat de Solidarité restera attaché au présent acte afin d'être enregistrée avec lui auprès des autorités de l'enregistrement.

7) La date effective de commencement des activités de réassurances de l'Association est fixée au plus tôt au 1<sup>er</sup> Janvier 2012 sous réserve de l'obtention de l'agrément d'exercer des activités de réassurance octroyé par le Commissariat aux Assurances.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte,

Fait et passé à Mondorf-les-Bains, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires, connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, les mandataires ont signé avec Nous notaire le présent acte.

**Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand and eleven on the seventeenth June

Before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

These appeared:

**1/ AREVA**, having its registered office at 33, rue La Fayette, F-75442 Paris Cedex 09 (France), registered with Companies and Trade Register of Paris under the number 399227354 here represented by Mr. Philippe Obert, by virtue of a proxy given in Paris on 14 June 2011 ;

**2/ British Energy Limited**, having its registered office at GSO Business Park, Eašt Kilbride G74 5PG (United Kingdom), registered with

under the number

here represented by Mr. Alastair Russell, by virtue of a proxy given in London on 8 June 2011 ;

**3/ Bruce Power Inc.**, having its registered office at PO Box 3000 B0601, Tiverton, Ontario NOG 2 TO (Canada), registered with

under the number

here represented by Mr. Kevin Kelly, by virtue of a proxy given in Tiverton, Ontario Canada on 3 June 2011 ;

**4/ CEZ a.s.**, having its registered office at Duhová 2/1444, 140 53 Praha 4 (Czech Republic), registered with  
under the number

here represented by Vaclav Hronek, by virtue of a proxy given in Prague on 8 June 2011 ;

**5/ EDF S.A.**, having its registered office at Immeuble Carré Vert, 45-49 rue Kléber, 92300 Levallois-Perret (France), registered with Companies and Trade Register of Paris under the number 552081317 here represented by Mr. Jean-Louis Thébault, by virtue of a proxy given in Levallois-Perret on 10 June 2011 ;

**6/ Electrabel S.A.**, having its registered office at Boulevard du Régent 8, 1000 Bruxelles (Belgium), registered with  
under the number

here represented by Mr. Denis Waerseggers, by virtue of a proxy given in Bruxelles on

**7/ Endesa S.A.**, having its registered office at Ribera del Loira, 60, 28042 Madrid (Spain), registered with  
under the number

here represented by Mr. Juan Rincon Arevalo, by virtue of a proxy given in Madrid on 10 June 2011 ;

**8/ E.ON Sverige AB**, having its registered office at Carl Gustav väg 1, 205 09 Malmö (Sweden), registered with  
under the number

here represented by Mr. Bengt Svensson, by virtue of a proxy given in Malmö on 16 May 2011 ;

**9/ EPZ NV**, having its registered office at Centrale Borssele PB 130, NL-4380 AC Vlissingen (The Netherlands), registered with  
under the number

here represented by Mr. Bram-Paul Jobse, by virtue of a proxy given in Borssele on 6 June 2011 ;

**10/ Forsmarks Kraftgrupp AB**, having its registered office at S-74203 Östhammar (Sweden), registered with  
under the number

here represented by Mr. Björn Gullefors, or failing whom in the following order Mr. Niklas Björkqvist or Mr. Anders Ingman, by virtue of a proxy given in Forsmark on 10 June 2011 ;

**11/ Fortum Power and Heat OY**, having its registered office at PO Box 100, FIN 00048 Fortum (Finland), registered with  
under the number

here represented by Mr. Mikko Huopalainen, by virtue of a proxy given in Espoo on 27 May 2011 ;

**12/ Kernkraftwerk Gösgen Däniken AG**, having its registered office at Postfach, CH-4658 Däniken (Switzerland), registered with

under the number

here represented by Mr. Daniel van Welkenhuyzen, by virtue of a proxy given in Däniken on 15 June 2011 ;

**13/ OKG Aktiebolag**, having its registered office at Oskarshamn, S-57283 (Sweden), registered with  
under the number

here represented by Mr. Rickard Danielsson, by virtue of a proxy given in Oskarshamn on 11 May 2011 ;

**14/ Ontario Power Generation Inc.**, having its registered office at 700 University Avenue H18, Toronto, Ontario M5G 1X6 (Canada), registered with  
under the number

here represented by Mr. John Floras, by virtue of a proxy given in Toronto, Ontario on 10 June 2011 ;

**15/ Ringhals AB**, having its registered office at S-43022 Väröbacka (Sweden), registered with  
under the number

here represented by Mr. Olof Fröberg or failing whom in the following order Mr. Daniel van Welkenhuyzen or Mrs. Ann Geivaerts, by virtue of a proxy given in Väröbacka on 10 June 2011 ;

**16/ SCK – CEN**, having its registered office at Boeretang 200, B-2400 Mol (Belgium), registered with  
under the number

here represented by Mr. Christian Legrain, by virtue of a proxy given in Mol on 31 May 2011 ;

**17/ Svensk Kärnbränslehantering AB**, having its registered office at Blekholmstorget 30, Box 250, S-10124 Stockholm (Sweden), registered with  
under the number

here represented by Mr. Anders Ingman, or failing whom in the following order Mr. Niklas Björkqvist or Mr. Daniel van Welkenhuyzen or Mrs. Ann Geivaerts by virtue of a proxy given in Stockholm on 8 June 2011 ;

**18/ Slovenské elektrarne a.s.**, having its registered office at Mlynske nivý 47, 821 09 Bratislava (Slovak Republic), registered with  
under the number

here represented by Mme Erika Sabova, by virtue of a proxy given in Bratislava on 7 June 2011 ;

**19/ SVAFO AB**, having its registered office at S-61183 Nyköping (Sweden), registered with  
under the number

here represented by Mr. Niklas Björkqvist or failing whom in the following order Mr. Daniel van Welkenhuyzen or Mrs. Ann Geivaerts, by virtue of a proxy given in Nyköping on 8 June 2011 ;

**20/ TVO**, having its registered office at Töölönkatu 4, FIN 0100 (Finland), registered with  
under the number

here represented by Mr. Risto Siilos, by virtue of a proxy given in Helsinki on 24 May 2011 ;

The said proxies, after having been signed "*ne varietur*" by the appearing persons representing the incorporators and by the notary will remain attached

to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

The appearing parties have requested the undersigned notary to draw up as follows the deed of formation of a Luxembourg mutual association with a limited liability regime which they hereby form amongst themselves and of which they have agreed the Articles of Association as follows:

The present conditions are the articles of the mutual insurance association which has limited its object to reinsurance activity under the name "Blue Re" (the "Association").

This Association has legal personality by virtue of Article 94 of the amended Luxembourg Act of December 6<sup>th</sup> 1991 on the insurance sector.

These Articles of Association are not detrimental to the laws and regulations in force regarding the supervision of the reinsurance enterprises.

Any Article of these Articles of Association contrary to the laws and regulations in force regarding the supervision of reinsurance enterprises is considered to be unwritten.

The obligations of the members of the Association are governed by Luxembourg law and by these Articles of Association.

### **Part 1: Name, registered office, object and duration of the Association**

#### **Art. 1<sup>er</sup>.**

4  
There is hereby established among the subscribers and all those who will become member in the future, a mutual insurance Association which has limited its object to reinsurance activity under the name "Blue Re m.a."

The official version of the Articles of Association is in French. In the case of any dispute concerning the interpretation of these Articles of Association, the French text takes priority.

#### **Art. 2.**

##### **§1**

The registered office is established in Manternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors. These can be transferred or liquidated upon decision of the Board.

## §2

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the mutual Association at its registered office or with the ease of communications with such office the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the mutual Association, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg mutual Association.

The decision of such a transfer of the registered office will be published to third parties by one of the executive bodies that are entitled to represent the mutual Association within the day-to-day management.

## Art. 3.

### §1

The object of the Association is to reinsure, excluding all direct insurance operations in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in any other country in which the Association has members and / or where these members have their activities:

- ELINI in the strict context of third party liability within the scope of and limited to civil liability in the field of nuclear energy, as specified in the national legislations of countries where the Paris Convention signed on July 29<sup>th</sup> 1960 (as amended from this time) or the Vienna Convention signed on May 21<sup>st</sup> 1963 (as amended from this time) is applicable or as specified in the national legislation of countries where the Paris or Vienna Convention is not applicable but which apply the same principles in their national legislation.
- any (re)insurance company, including captives, mutual associations and (inter) national nuclear pools, willing to contract reinsurance with the Association for as long as the underlying insured risks concern the field of nuclear energy.

### §2

To this end the Association may participate in promoting and carrying out any study or activity directly related to the objects mentioned above in Article 3 §1.

**§3**

The Association may engage in reinsurance within the scope of its objects as established by these Articles of Association.

**§4**

The Association shall not have a profit motive and shall not be allowed to make a profit.

**Art.4**

**§1**

The Association is constituted for an unlimited period.

**§2**

The initial paid social fund shall be a minimum of EUR 6,400,000.-.

The constitution of the solvency margins is done in accordance with the laws and regulations in force in the Grand Duchy of Luxembourg.

**§3**

The Association shall cease to issue reinsurance contracts from such date as may be established by the Annual General Meeting.

**§4**

The Association shall continue to exist until liquidation operations are completed as provided for by Articles 31 and 32 of these Articles of Association

**Art. 5.**

The Association's financial year starts the first day of January and ends annually on the last day of December, with the exception of the first exercise which starts the day of incorporation and will end on December 31<sup>st</sup> 2012.

**Part 2: Extent of the guarantee**

**Art. 6.**

The reinsurance cover provided by the Association is defined in the terms and the general and particular conditions of each of the reinsurance contracts issued by the Association.

### **Part 3: Members – Election – Admission, Resignation**

#### **Art. 7. Election – Admission**

##### **§1**

The mutual Association is composed of all original signatories to these Articles of Association and of any Member subsequently elected. The mutual Association shall consist of an unlimited number of members but not less than four.

##### **§2**

Only companies or other entities in the private or public sector of operating / controlling / owning / (re)insuring nuclear energy installations or their representatives can be member of the Association.

##### **§3**

There are two different kinds of members: "Voting members" and "Non Voting members".

##### **§4**

Voting members of the Association are:

- the original signatory to these Articles of Association
- operators / controlling bodies / owners of nuclear energy installations members of ELINI, and willing to become a member of the Association.

##### **§5**

Non voting membership of the Association is available for:

- any insurance or reinsurance company, including captives, mutual associations and (inter) national nuclear pools, willing to contract reinsurance with the Association for as long as:
  - the underlying risks concern the nuclear energy risks
  - the Association accepts reinsuring the underlying risks.

Non voting membership begins automatically on the inception date of the reinsurance contract and ends automatically at the expiry date of the underlying reinsurance contract.

Non voting membership includes no voting privileges in general meetings.

With the exception of the ceding company ELINI, the non voting members' financial contribution to the Association will be limited to the annual reinsurance premium / contribution arising from the reinsurance contract.

Non voting members are not entitled to claim any rights in the assets of the Association, at the exception of the indemnification of claims to be paid in accordance with the reinsurance contract.

#### §6

In these Articles of Association, only articles 7 § 3 and 7 § 5 refer to the non voting members of the Association.

Any other reference made in these Articles of Association to member(s) of the Association concern exclusively the voting members of the Association.

#### §7

Election of a new member shall be subject to the following conditions which all have to be fulfilled.

- a) Only companies or other entities in the private or public sector of operating / controlling / owning / (re)insuring nuclear energy installations or their representatives and having an insurable interest with ELINI can be elected as member of the Association.
- b) Approval of the new member by the Board of Directors on the terms laid down by the General Meeting.
- c) The new member's unreserved formal acceptance of these Articles of Association.

#### §8

The election is subject to approval by the Board of Directors and shall have effect as of the end of the General Meeting having validated the election.

#### §9

A member shall retain his status of member as long as:

- this member doesn't apply the procedure to obtain the status of an "Outgoing member" in accordance with Article 8 of these Articles of Association;
- this member doesn't resign membership from the Association in accordance with Article 9 of these Articles of Association.

**Art. 8. Outgoing members – Loss of insurable interest of a member**

**§1**

When a member ceases permanently to have an insurable interest within ELINI, this member takes the status of "Outgoing member" within ELINI.

**§2**

In the event of a member, obtaining the status of "Outgoing Member" within ELINI, this member may resign membership within the Association by registered letter, by writ of a Judicial Officer or on delivery of a letter of resignation against receipt, addressed to the Board of Directors, at least one month prior to the Annual General Meeting. As a result this member becomes also within the Association an "Outgoing Member".

This departure shall be noted by the next Annual General Meeting and shall be effective at the expiry of the calendar year in which this Annual General Meeting is held.

**§3**

Article 30 is not applicable on Outgoing Members.

**§4**

The departure of the Outgoing Member will not involve the dissolution of the Association, which will carry on its activities with the remaining members.

**§5**

The Outgoing Member forfeits all rights of participation in the net asset and the technical provisions for current claims and risks of the Association as mentioned under Articles 26 and 27 of these Articles of Association, except for what is provided under Articles 29 § 6 and 32 of these Articles of Association.

**Art. 9. Resignation of a member**

**§1**

Any member resigning membership within ELINI may resign membership from the Association by registered letter, by writ of a Judicial Officer or by delivery of a letter of resignation against receipt, addressed to the Board of Directors at least one month prior to the Annual General Meeting.

Such resignation shall be noted by the next Annual General Meeting and shall be effective at the expiry of the calendar year in which the Annual General Meeting is held.

The resigning member shall be liable for all relevant contributions and costs payable on the date of resignation and must comply with the obligations arising under Article 24 of the present Articles of Association.

#### §2

The resigning ELINI member forfeits all rights of participation in the net asset and the technical provisions for current claims and risks of the Association as mentioned under Articles 26 and 27 of these Articles of Association, except for what is provided under Articles 29 § 6 and 32 of these Articles of Association.

#### §3

The resignation of the resigning member will not bring about the dissolution of the Association, which will carry on its activities with the remaining members.

### **Part 4. General Meeting**

#### **Art. 10.**

##### §1

The Annual General Meeting of the Association shall be composed by all the voting members of the Association.

It shall meet annually the last Thursday of April at the registered office in Luxembourg or at any other place fixed by the Board of Directors and designated in the notice convening the meeting.

The first Annual General Meeting will be held within 24 months after Incorporation, and no later than Thursday, April 25<sup>th</sup> 2013.

The Board of Directors must convene a General Meeting on the written request of at least one fifth of the members or the Auditor, stating the objects of the meeting and signed by the requisitionists and deposited at the registered office. Such General Meeting shall be convened within one month after such request is deposited.

The Board of Directors and / or the Management committee may also convene a General Meeting at any time in the year whenever they consider it to be necessary.

§2

The members shall be represented directly at General Meetings by a person duly authorized for that purpose.

They may authorize a representative of another member to represent them at General Meetings subject to the communication of this proxy prior to a General Meeting.

**Art. 11.**

Notices convening all General Meetings shall be sent by telecopier message and by registered letter addressed to all members of the Association at least 15 days before the meeting. The notice shall state the place, the date and the time of the meeting and the items on the agenda.

**Art. 12.**

§1

Any General Meeting shall be presided over by the Chairman of the Board of Directors, or in his absence, by a Vice-Chairman or – in their absence – by another Director, who is not a member of the Management Committee selected by his co-Directors.

§2

The Chairman of the Meeting shall appoint the Secretary and choose two scrutineers from amongst the members of the meeting.

**Art. 13.**

§1

A General Meeting shall have the powers acknowledged by the law and by these Articles of Association, without any prejudice to the laws and regulations in force regarding the supervision of reinsurance enterprises.

§2

In addition to the powers given by various Articles of these Articles of Association, a General Meeting shall have the right to modify the Articles of Association and dissolve the Association at any time.

In the event of the dissolution of the Association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities appointed by a General Meeting which shall determine their powers and their compensation.

**§3**

The Annual General Meeting shall also decide as to the approval of the accounts for the previous year and as to the transfer of the result of the financial year.

**Art. 14.**

**§1**

A General Meeting shall be constituted regularly when four members or half of the votes, whichever quorum is the higher, are present or directly represented by a person duly authorized for that purpose.

**§2**

Each member having taken part in the constitution of the starting fund, or of the guarantee fund shall have voting right having one vote.

Each member using the reinsurance capacity of the Association by means of ELINI shall have a second vote increased with an additional vote (rounded off upwards as of 0.75) for each €500.000 of gross premium for the most recent past insurance year; provided, however, that no Member will be allowed votes which represent more than 20 % of the total voting power.

Only matters mentioned in the agenda can be put to the vote.

**§3**

A General Meeting shall normally act by simple majority of votes.

However, besides the cases stated in Articles 27 § 5 of these Articles of Association and the acceptance of a new member, the expulsion of a member, the liquidation of the Association, the action to modify the Articles of Association, to cease issuing reinsurance contracts or to take the decision to dissolve the Association, may be decided only with the approval of three-quarter of the votes present or represented.

**Art. 15.**

The minutes of a General Meeting shall be signed as a correct record by the meeting officials, mentioned in Articles 12 § 1 and § 2 of these Articles of Association and by any member who request to do so.

Copies of extracts to be produced in legal proceedings or elsewhere shall be signed by the Chairman or by one member of the Management committee.

## Part 5: Audit of Accounts

### **Art. 16.**

#### §1

The accounts of the Association shall be audited by a recognized Auditor in agreement with the Commissariat aux Assurances (C.A.A.), who must be a member of the "Institut des Réviseurs d'Entreprises", established by the Act of June 28<sup>th</sup> 1984, according to Article 100 of the Luxembourg Act on the Insurance Sector.

*g: one*

This Auditor shall be appointed by the Annual General Meeting for a period of ~~at least three years but not exceeding six years~~. He shall be eligible for re-appointment and can be dismissed at any time.

#### §2

The books of account and other books of the Association will be kept according to the provisions of Luxembourg law.

#### §3

The accounts shall be approved by the Annual General Meeting.

## Part 6: Board of Directors

### **Art. 17.**

#### §1

The Annual General Meeting shall nominate the Board of Directors.  
The Board of Directors is composed of at least five Directors.

#### §2

The Directors are appointed for a three-year period by the Annual General Meeting, who can dismiss them at any time.

#### §3

On completion of their three years period of office, Directors shall be eligible for re-appointment.

#### §4

If there is a vacancy for one or more Directors, the remaining Directors shall have the right to arrange for temporary replacements until the next Annual General Meeting.

§5

Members of the Board of Directors who are not members of the Management Committee shall not engage in any management function of the Association.

**Art. 18.**

§1

The Board of Directors outlines the general policy of the Association and submits it to a General Meeting for approval.

§2

The Board of Directors ensures the monitoring of the business of the Association and of its management by the Management Committee. The Board of Directors has a broad mandate to investigate in this respect.

§3

The Board of Directors shall appoint the members of the Management Committee and shall establish rules for its operation in agreement with the C.A.A..

§4

The Board of Directors shall appoint and dismiss, in consultation with the C.A.A., the delegated members of the Management Committee and decide on their remuneration.

§5

The Board of Directors, in consultation with the C.A.A., shall confer the competence to the Management Committee to make any decisions within the scope of the administration and the objects of the Association, subject to the laws and regulations in force and these Articles of Association, and to represent the Association with regard to this management towards members of staff, the members of the Association and any third party.

§6

The Board of Directors shall appoint the Chairman of the Management Committee.

**Art. 19.**

§1

The Board of Directors elects from among its members, who are not members of the Management Committee, a Chairman and two vice-Chairmen for a period of three years. They are re-eligible.

§2

The C.A.A. shall be consulted on beforehand about the appointment and dismissal of the Chairman of the Board of Directors. The Chairman of the Board of Directors may only be appointed or dismissed with the approval of the C.A.A.

§3

The Chairman of the Board of Directors shall supervise the division of the powers / competencies between the Board of Directors and the Management Committee.

**Art. 20.**

§1

The Board of Directors meets at the registered office, or at any other place fixed by the Board of Directors and designated in the notice convening the meeting, under the presidency of the Chairman as often as the interest of the Association requires and whenever two or more Directors make a written request for a meeting. In the absence of the Chairman, the Board of Directors meets under the presidency of a Vice-Chairman or in his absence, of a Director chosen by his co-Directors, who is not a member of the Management committee.

The Board of Directors shall meet at least once a year at the registered office in Luxembourg.

§2

Notice of Board meetings stating the place and time of the meeting and the items on the agenda shall be sent by ordinary mail and telecopier message at least ten days before the date of the meeting, unless specific written consent on proceeding differently given thereon by each Director, or if there's proven emergency, in which case the nature and the motifs of the emergency must be mentioned in the notice and the delay of 10 days must not be respected.

A specific notice is not required for Board meetings which will be held on a date and a location determined in a resolution previously taken by the Board of Directors.

§3

The Board of Directors can take decisions only if all the Directors have been given notice of the meeting and if a majority of Directors is present or represented.

Are considered to be present for the calculation of the quorum and the required majority, the Directors participating at the meeting of the Board of Directors by tele- or videoconference or by systems of telecommunication allowing their identification.

The meeting held using these systems of communication on distance is considered to be taken place at the registered office.

§4

Any Director may, by letter or by telecopier message, give authority to another Director, to represent him at a particular meeting of the Board of Directors and to vote in his name.

§5

Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the mutual Association, shall be obliged to advise the Board thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these resolutions.

§6

All decisions of the Board of Directors shall be taken by majority vote besides the cases stated in Articles 27 § 5 of these Articles of Association and the action to modify the Articles of Association, to cease issuing reinsurance contracts or to take the decisions to dissolve the Association may be decided only with the approval of three quarters of the Directors present or represented. Each Director has one vote. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

§7

The Board of Directors may call upon the services of any person whose presence is considered to be useful. Such person shall have no vote in the proceedings.

§8

Minutes shall be kept of every meeting. After approval the minutes are signed by the Chairman of the Board of Directors.

§9

Copies and extracts of minutes shall be signed by the Chairman or a member of the Management committee.

### **Part 7: Management Committee**

#### **Art. 21.**

§1

The administration of the Association, without any intervention whatsoever, shall be in the hands of a Management Committee, within the framework of the general policy of the Association as laid down by the Board of Directors.

The Management Committee will be composed of at least 3 members.

§2

The Management Committee shall have full authority to undertake the daily management of the Association and to represent the Association towards third parties and in justice.

§3

The Management Committee may in particular classify risks, amend such classifications, accept or refuse in whole or in part the risk proposed, determine the forms, the general and special conditions of reinsurance contracts, sign any reinsurance agreements, establish general administration costs, receive any income and capital sums, decide on the use of funds, make any payments with or without subrogation, accept any real or personal guarantees or dispense therewith, grant release of prior rights registered or mortgage rights as well as any notices of default, register attachments or other property rights and further impediments, with or without proof of payment, require conversion of registered public loan bonds into bearer bonds, prepare a list of guarantee fund investments, open and close banc accounts, appoint and dismiss any member of staff of the Association, determine their salaries, functions and, where applicable, establish any internal standing orders, negotiate, arrange composition, acquiesces, waive rights, compromise or reach a settlement with respect to any interest of the Association.

§4

The Management Committee is a board acting jointly and collegially. It may delegate various tasks amongst its members, but this shall not detract from the fact that they are jointly and collegially responsible.

§5

The Association shall be represented in all its activities by the Management Committee acting jointly or by any such person(s) to whom such power has been delegated by resolution of the Management Committee.

§6

The Management Committee may grant special defined powers to one or more persons of its choice and may be assisted by any member of staff of the Association.

§7

Any member of the Management Committee having an interest in a transaction submitted for approval to the Management Committee conflicting with that of the Association, shall be obliged to advise the Management Committee thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these resolutions.

**Art. 22.**

§1

The Management Committee meets under the presidency of the Chairman as often as the interest of the Association requires. In the absence of the Chairman of the Management Committee the Management Committee meets under the presidency of a member chosen by its co members.

§2

All decisions of the Management Committee shall be taken by majority vote. All members of the Management Committee are entitled to one vote. In case of a tied vote, the Chairman of the Management Committee meeting shall have a casting vote.

§3

The Management Committee may call upon the services of any person whose presence is considered to be useful. Such person shall have no vote in the proceedings.

**Part 8: Obligations of the members**

**Art. 23.**

The obligations of the members are governed by Luxembourg law and by these Articles of Association.

Each member receives these Articles of Association. They are integral part of their membership contract with the Association.

**Part 9: Contributions and costs**

**Art. 24.**

§1

The members, using the reinsurance capacity of the Association, recognize that ELINI and / or any (re)insurance company, including captives, mutual associations and (inter) national nuclear pools, shall pay the Association, in order to meet claims settlements and management and administration costs, the amount of the contribution provided for under the reinsurance contracts / treaties.

§2

Members elected as described in article 7 § 7 of these Articles of Association, not using the reinsurance capacity of the Association, shall pay an appropriate share of the administration expenses of the Association. The amount shall be fixed by the Board of Directors.

§3

The members or former members of the Association are obliged to pay their contributions at the moment they are payable and demanded by the Association.

**Part 10. Payment of additional contributions**

**Art. 25.**

§1

In the case of deficit or of insufficiency of the guarantee fund and the solvency margins relative to the levels required by the laws and regulations in force, the Board of Directors may order the ceding company ELINI, to make an immediate payment of an additional contribution.

This additional contribution shall be subject to adjustment once the amount of the deficit is finally established.

§2

The Board of Directors shall establish the date of deficit or of the insufficiency of the guarantee fund and of the solvency margins.

§3

The additional contribution shall be calculated in proportion to the contribution for the 12 month period of reinsurance expiring during the financial year in which the deficit occurs, or which would have expired in the said financial year if the reinsurance treaty / contract had run for twelve months.

This additional contribution shall not exceed 20 times the annual contribution specified in article 24 §1 of these Articles of Association.

§4

The Outgoing, expulsion, suspension or resignation of a Member during the financial year in which the deficit or insufficiency occurs, shall not exempt it from its obligations under articles 24 and 25 of these Articles of Association.

§5

In the event of the Association reinsuring a nuclear installation not previously reinsured with the Association, any additional contribution due under paragraph 1 and 2 of this article shall be calculated based only on the period of cover during the financial year in which the deficit or insufficiency occurs.

**Part 11. Guarantee fund and solvency margins**

**Art. 26.**

The payments from the net asset can only be made when this would not involve the reduction of the net asset below the required level, or, after the dissolution of the Association, when all the other debts of the Association have been paid.

The C.A.A. will be notified at least one month ahead of any payment for other purposes than the individual resignation from membership and can – during that time – prohibit the intended payment.

**Art. 27.**

§1

The Association shall constitute the solvency margins required by laws and regulations in force respecting its status as a non-profit making mutual insurance association.

§2

The Association may, in compliance with these Articles of Association and to provide for its commitments towards its Members, when facing insured damages, establish additional solvency margins.

§3

The establishment of the additional solvency margins in order to get them beyond the levels required by laws and regulations in force is achieved by the allocation, decided by the General Meeting, of all or part of the current surplus of the annual revenue and expense profit and loss accounts.

§4

Without prejudice to the application of article 25 of these Articles of Association, the constitution or the replenishment of the solvency margins and the guarantee fund to maintain them at the levels required by laws and regulations in force, are achieved by preferential allocation of the current surplus of the annual profit and loss accounts.

In case of deficit or of insufficiency of the guarantee fund and the solvency margins, article 25 of these Articles of Association will apply.

§5

Each member's or former member's share in the net asset at the end of each financial year, shall be determined and estimated / evaluated, according to a method proposed by the Board of Directors to the Annual General Meeting and approved by three quarters of the votes present or represented at the Annual General Meeting.

This decision will serve as the basis for possible allocations in case of a member's departure respecting the principle set forward in article 26 or for distributing the proceeds of liquidation according to Article 31 of these Articles of Association.

**Art. 28.**

The Association will maintain an Equalization provision in accordance with Luxembourg laws and regulation.

**Part 12. Financial year – Accounts – Refunds**

**Art. 29.**

§1

On December 31 of each year, the accounts shall be closed and the Board of Directors shall draw up the profit and loss accounts and the balance sheet.

Exceptionally, for the first year of activity, the accounts shall commence on the date of the constitution and shall be closed on the 31<sup>st</sup> December 2012.

§2

At least one month before the Annual General Meeting, the Board of Directors shall send, to the Auditor, the profit and loss accounts and the balance sheet; a Report of the year's operations and its proposals relating to the allocation of the surplus or loss of the financial year, the determination and the estimation / evaluation of each member's or former member's undivided share in the net asset.

The Auditor must submit a report with his comments to the Annual General Meeting in accordance with the laws and regulations in force.

§3

The profit and loss accounts, as well as the report and the proposals of the Board of Directors and the reports of the Auditor shall be sent to the members at least 15 days before the Annual General Meeting.

§4

On the proposal of the Board of Directors, the Annual General Meeting shall firstly and preferably assign the surplus of the financial year to the constitution and the replenishment of the net asset to maintain them at the level required by the laws and regulations in force.

§5

On the proposal of the Board of Directors, the Annual General Meeting shall assign any current surplus remaining, by taking into account the allocation of the surplus to a distribution in the form of a refund and / or to increase the solvency margin intended to warrant the commitments of the Association.

§6

Every former ELINI member loses / forfeits his right to possible refunds on the contributions he has paid by means of ELINI.

However, if a former ELINI member who has ceased operation as a nuclear site permanently – forwards evidence to the Board of Directors proving that his civil liability, referred to in Article 3 § 1 of these Articles of Association and insured by ELINI, has in its entirety finally ceased to exist, the Annual General Meeting shall, on the proposal of the Board of Directors, allocate to such former ELINI member his share in the net asset.

**Part 13. Ceasing members – Continuation of the activities and liquidation of the ceasing member's share**

**Art. 30.**

**§1**

The resignation, insolvency or any other event bringing about a member's departure, this member having the status of a herein called "Ceasing member" will not result in the dissolution of the Association which will carry on its activities with the remaining members.

**§2**

This Article 30 is not applicable on Outgoing members. In the event of a member not longer having a re insurable interest with ELINI, Article 8 will apply.

**Part 14. Liquidation**

**Art. 31.**

The General Meeting may fix the closing date of operations in accordance with Article 4 of these Articles of Association, without any prejudice to the laws and regulations in force regarding the supervision of reinsurance enterprises. It shall designate the liquidators.

**Art. 32.**

After payment of overheads and any payment of claims, the proceeds of liquidation shall be distributed among the members and former members or their legal successors, in accordance with the method of allocations approved by the Annual General Meeting according to Articles 26 and 27 of the present Articles of Association.

**Part 15. Jurisdiction**

**Art. 33.**

Any dispute arising between the Association and its members shall be settled before the Courts of Luxembourg.

When such a dispute arises, the parties involved can agree upon settlement of the case by arbitration, by one or more arbitrators appointed in compliance with the provisions of the Luxembourg Judicial Code.

**Subscription and Payment**

The appearing parties, here represented as stated here above, declare to subscribe to the social fund as follows:

**Subscribed social fund  
(in EUR)**

---

1/ AREVA	320,000
2/ British Energy Limited	320,000
3/ Bruce Power Inc.	320,000
4/ CEZ a.s.	320,000
5/ EDF S.A.	320,000
6/ Electrabel S.A.	320,000
7/ Endesa S.A.	320,000
8/ E.ON Sverige AB	320,000
9/ EPZ NV	320,000
10/ Forsmarks Kraftgrupp AB	320,000
11/ Fortum Power and Heat OY	320,000
12/ Kernkraftwerk Gösgen Däniken AG	320,000
13/ OKG Aktiebolag	320,000
14/ Ontario Power Generation Inc.	320,000
15/ Ringhals AB	320,000
16/ SCK – CEN	320,000
17/ Svensk Kärnbränslehantering AB	320,000
18/ Slovenské elektrarne a.s.	320,000
19/ SVAFO AB	320,000
20/ TVO	320,000

---

**Total :** **6,400,000**

The social fund has been entirely subscribed by the subscribers and entirely paid in cash, so that the amount of six million four hundred thousand Euros (EUR 6,400,000) is at the free disposal of the Association, as was certified to the notary executing this deed.

**Declaration**

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in the amended Luxembourg Act dated 6 December 1991 on the insurance sector and expressly states that they have been fulfilled.

**Expenses**

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Reinsurance mutual association as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 5000.

## EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF THE MEMBERS OF THE MUTUAL INSURANCE ASSOCIATION

The prenamed Members, represented as here above stated, representing the entire subscribed social fund, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the extraordinary general meeting of members has passed the following resolutions by unanimous vote:

1) The registered office of the Reinsurance Mutual Association is at L-6850 Manternach, 15, Syrdallstroos.

2) The number of directors is fixed at a minimum of 5.

3) The following persons are appointed directors for a three-year period until the end of the annual general meeting of members approving the annual accounts as at 31 December 2014:

- **Mr. Mikko Samuli HUOPALAINEN**, head of business control, nuclear & thermal, born on 3 April 1975 in Porvoo (Finland), domiciled in Porvoo (Finland),

- **Mr. Sven Sigfrid ORDEUS**, Managing director AB SVAFO, born on 23 August 1956 in Uppsala (Sweden), domiciled in Hallstengatan 3, 753 34 Uppsala (Sweden),

- **Mr. Christiaan Willem JOOSSENS**, financial manager EPZ NV, born on 20 October 1963 in Goes (The Netherlands), domiciled in Louis Armstrongstraat 50, 4337 XA Middelburg (The Netherlands),

- **Mr. Denis WAERSEGGERS**, deputy director insurance GDF Suez – BEEI insurance manager, born on 16 March 1967 in Aalst (Belgium), domiciled in rue de Hubes 12, 6180 Courcelles (Belgium),

- **Mr. Alain-Pierre, Marie-Joseph, Emile RAYNAUD**, chief financial officer AREVA, born on 7 January 1954 in Paris (France), domiciled in 19, rue de l'odéon, 75006 Paris (France),

- **Mr. Stéphane Jean Daniel YVON**, analyst finance senior EDF, born on 22 April 1966 in Burgos (Spain), domiciled in 8, allée des Lilas, 78300 Poissy (France),

- **Mr. Miguel TEMBOURY**, deputy managing director risk and investor relations Endesa, born on 21 February 1961 in Madrid (Spain), domiciled in C. Uruguay 16, Madrid (Spain),

- **Mr. Michaël PLASCHY**, managing director Kernkraftwerk Gösgen-Däniken AG, born on 4 January 1975 in Inden (VS) (Switzerland), domiciled in rue Saint-Germain 8D, CH-1030 Bussigny-près-Lausanne (Switzerland),

- **Mr. Jan KLAUS**, chief risk officer CEZ Group, born on 2 September 1974 in Prague (Czech Republic), domiciled in Kubisova 2186/2, Prague 8 – Liben (Czech Republic),

- **Mr. Kevin Thomas Raymond KELLY**, vice-president finance Bruce Power Inc., born on 5 April 1970 in Etobocoke (Canada), domiciled in 601 Creekwood Drive, Southampton, Ontario, Canada N0H 2LO (Canada),

- **Mr. Daniel Armand Rita VANWELKENHUYZEN**, managing director ELINI, born on 7 December 1952 in Hasselt (Belgium), domiciled in Floralienlaan 539, 2610 Wilrijk (Belgium),

- **Mrs. Ann GEIVAERTS**, legal manager ELINI, born on 29 August 1970 in Mechelen (Belgium), domiciled in Oxdonkstraat 113, 1880 Kapelle op den Bos (Belgium).

4) The following company is appointed as auditor for one year period until the end of the annual general meeting of members approving the annual accounts as at 31 December 2012:

- **DELOITTE S.A.** with registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and companies register under the number B 67.895.

5) The following company is appointed as actuary for one year period until the end of the annual general meeting of members approving the annual accounts as at 31 December 2012:

- **PRICEWATERHOUSECOOPERS S.à r.l.** with registered office at 400, route d'Esch, B.P 1443, L-1014 Luxembourg, Grand duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and companies register under the number B 65477.

6) The general meeting ratifies the Solidarity Agreement signed by the Founding Members of the Association and acknowledges that certain Founding Members have a right thereunder to resign as member of the Association under certain conditions further described therein.

The general meeting gives its consent in advance to any such resignation and resolves that the Association will reimburse to any such resigning member its contribution, reduced by the proportion of costs attributable to such resigning member, in the conditions set forth in the Solidarity Agreement and will discharge any such resigning member from the liability and forfeiture set forth in articles 9, 24 and 25 of the articles of association.

A copy of the Solidarity Agreement will be attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

7) The effective starting date of the reinsurance activities of the Association is fixed at the earliest 1<sup>st</sup> January 2012 subject to the grant of the reinsurance license from the Commissariat aux Assurances.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and English text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxies' holders, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.